



74^e session de l'Assemblée générale

5^e Commission

Point 136 de l'ordre du jour

Projet de budget-programme 2020

Proposed programme budget 2020

New York, le 8 octobre 2019

Déclaration de M. Dominique Favre
Représentant permanent adjoint

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein. Nos délégations se félicitent de la présentation par le Secrétaire général du projet de budget-programme pour 2020, premier budget annuel depuis l'adoption de la résolution 72/266 A par l'Assemblée générale. Nous remercions également le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) pour son rapport et ses recommandations.

Monsieur le Président,

Nous avons plus que jamais besoin d'une ONU forte pour trouver des solutions communes. **Une ONU forte est une ONU capable de mettre en œuvre efficacement les mandats qui lui sont confiés par les États membres. Une ONU forte signifie une ONU qui se donne les moyens d'atteindre les objectifs ambitieux énoncés dans sa charte fondatrice et plusieurs documents fondamentaux, tels que l'Agenda 2030.** Nous partageons collectivement la responsabilité de veiller à ce que l'ONU dispose des ressources nécessaires pour s'acquitter de ses différents mandats. À cet égard, le processus de planification et d'établissement du budget est le principal outil stratégique dont disposent les États membres pour que l'organisation puisse accomplir efficacement sa mission.

Nous saluons les propositions de réforme qui ont été adoptées jusqu'à présent et nous nous félicitons de leur mise en œuvre rapide. Il est cependant, nécessaire d'aller beaucoup plus loin. L'ONU est confrontée à une situation particulièrement difficile en raison de la persistance de problèmes de liquidités. Nous soutenons le renforcement du rôle de directeur administratif confié au Secrétaire général. En contrepartie, ce dernier doit garantir une entière redevabilité et la nécessaire transparence vis-à-vis des États membres. Cela implique que les États membres ne doivent pas procéder à une micro-gestion de l'organisation telle qu'en allant jusqu'à créer ou à supprimer des postes individuels.

Monsieur le Président,

Pour la Suisse et le Liechtenstein, la prévention des conflits est fondamentale et constitue donc à juste titre un élément central du programme de réforme du Secrétaire général. Il est moins onéreux de prévenir que de guérir. Par conséquent, la **prévention des conflits et la médiation exigent une attention et un financement adéquats pour pouvoir déployer tout leur potentiel**. La même approche s'applique lorsqu'il s'agit de l'obligation de reddition de comptes. **Nos délégations appuient fermement la poursuite des auteurs des crimes les plus graves**. Nous soutenons donc l'intégration entière du MIII sur la Syrie dans le budget ordinaire.

Pour atteindre ses objectifs, **l'ONU doit reposer sur un pilier des droits de l'homme solide**. La promotion et la protection des droits de l'homme sont essentielles pour atteindre les objectifs en matière de développement durable. Un pilier des droits de l'homme solide contribue également à prévenir de manière plus efficace les conflits et, ainsi, à promouvoir la paix et la sécurité. Les deux piliers du développement durable ainsi que de la paix et la sécurité, représentent des missions prioritaires de l'ONU et sont partie intégrante du programme de réforme du Secrétaire général. Nos délégations s'engagent à assurer que le pilier des droits de l'homme reçoive du budget ordinaire les ressources nécessaires pour financer tous les mandats qui lui sont confiés par les États membres. Un **pilier des droits de l'homme solide** renforcera en outre les liens avec les autres piliers des Nations Unies.

Monsieur le Président,

En conclusion, la Suisse et le Liechtenstein sont fermement convaincus que les Nations Unies doivent utiliser leurs ressources de manière effective et efficace afin de mettre en œuvre pleinement les mandats confiés par les États membres. Cela devrait servir de référence lors de nos prochaines discussions sur le budget.

La Suisse et le Liechtenstein se félicitent du projet de budget-programme proposé. Soyez assuré que nos délégations participeront de manière active et constructive aux discussions sur ce point important de l'ordre du jour.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Chairman,

I have the honour of addressing you on behalf of Switzerland and Liechtenstein. Our delegations welcome the Secretary-General's presentation of the proposed programme budget for 2020, the first annual budget following the adoption of resolution 72/266 A by the General Assembly. We also thank the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ) for its report and recommendations.

Mr. Chairman,

More than ever, we need a strong United Nations to find common solutions. **A strong UN is a UN capable of effectively implementing the mandates entrusted to it by member States. A strong UN is a UN striving for the ambitious goals set out in its founding charter and in other key documents, such as the Agenda 2030**. We all share the responsibility to ensure that the United Nations has appropriate resources to fulfil its various mandates. In this regard, the planning and

budgetary process is the main strategic tool for member States to allow for an effective and efficient mandate delivery.

We welcome the reform proposals that have been adopted so far and commend their swift implementation. However, we cannot rest, as more needs to be done. The UN is facing a particularly difficult situation as its liquidity challenges persist. We support the empowerment of the Secretary-General in his role as Chief administrative officer. This must go hand in hand with ensuring full accountability and the necessary transparency towards member states. This means that member States should not be micro-managing the organization to the extent of creating or abolishing individual posts.

Mr. Chairman,

For Switzerland and Liechtenstein, conflict prevention is crucial and is therefore rightly a central element in the Secretary-General's reform agenda. Prevention is cheaper than cure. Consequently, **conflict prevention and mediation require adequate attention and funding in order to unlock their full potential.**

The same approach applies when it comes to accountability. **Our delegations strongly support the pursuit of accountability for the most serious crimes.** We therefore welcome the inclusion of the IIM on Syria in the regular budget.

To achieve its objectives, **the UN needs a strong human rights pillar.** The promotion and protection of Human rights are essential in achieving the sustainable development goals. A strong human rights pillar also contributes to prevent conflicts more effectively and, thereby, to promote peace and security. Both – sustainable development and peace and security – are core mandates of the UN and part of the Secretary-General's reform agenda. Our delegations are committed to ensure that the human rights pillar receives the necessary resources from the regular budget to fund all mandates entrusted to it by member States. A strong **human rights pillar** will moreover strengthen the links to the other pillars of the UN.

Mr. Chairman,

Finally, Switzerland and Liechtenstein firmly believe that the United Nations should use its resources effectively and efficiently in order to fully implement the mandates entrusted to it by member States. This should serve as a point of reference in our forthcoming budget deliberations.

Switzerland and Liechtenstein welcome the proposed programme budget. I can assure you that our delegations will participate actively and constructively in the forthcoming deliberations on this important agenda item.

Thank you, Mr. Chairman.